



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

37 | 2008

L'ère victorienne revisitée

L'histoire politique de l'ère victorienne : nouvelles tendances

Recent developments in Victorian political history

Jonathan Parry



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3512>

DOI : 10.4000/rh19.3512

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2008

Pagination : 71-86

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Jonathan Parry, « L'histoire politique de l'ère victorienne : nouvelles tendances », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 37 | 2008, mis en ligne le 01 décembre 2010, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/3512> ; DOI : 10.4000/rh19.3512

Tous droits réservés

JONATHAN PARRY

*L'histoire politique de l'ère victorienne :
nouvelles tendances*

Parmi les nouvelles tendances des recherches conduites ces quinze ou vingt dernières années sur le politique dans la Grande-Bretagne du XIX^e siècle, la plus évidente est l'attention accrue prêtée aux valeurs, aux idées et au langage dominants dans la culture politique. Autrement dit, le tournant « linguistique » ou « culturel » qui a exercé une grande influence dans les autres champs de l'histoire, a également marqué l'histoire politique. J'examinerai cette évolution dans la deuxième partie de cet article ; mais peut-être serait-il utile de commencer par un bref rappel des tendances précédentes dans les recherches portant sur la politique de l'époque victorienne, au cours des années 1960 et 1970, car nombreux sont les travaux qui ont résisté à l'épreuve du temps et sont toujours considérés comme essentiels à notre compréhension de cette époque.

UNE PROFESSIONNALISATION DES PRATIQUES
DE L'HISTOIRE POLITIQUE.

Entre la fin des années 1950 et le début des années 1970, le sujet a été professionnalisé et de nombreuses hypothèses émises auparavant sur le XIX^e siècle ont été passées au crible, montrant qu'elles laissaient à désirer. Même si d'excellents historiens s'étaient bien sûr déjà penchés sur le XIX^e siècle, la quantité et la qualité des travaux a connu alors une formidable augmentation et les archives ont été utilisées d'une façon plus systématique. Par exemple, on a beaucoup écrit au sujet des groupes de protestation extra-parlementaires, tout particulièrement les chartistes appartenant à la classe ouvrière ainsi que les divers groupes de pression de la *middle class*. Ce sont les militants pour l'abrogation des taxes sur la nourriture dans les années 1840 (la Ligue pour l'abolition des lois sur les grains ¹) et les ligues de tempérance

1. L'objectif principal de l'*Anti-Corn Law League*, fondée en 1839, était l'abolition des tarifs douaniers

dans les années 1870 et 1880 qui eurent la plus grande influence. L'étude de ces groupes a mis l'accent sur la capacité de l'opinion publique à influencer sur les priorités politiques ainsi que sur l'importance des « pressions extérieures » exercées par la *middle class* après les *Reform Acts* de 1832 et 1867. Le Parlement n'était pas à l'abri de l'agitation extraparlamentaire. Mais ces travaux ont également révélé que les pressions populaires étaient plus religieuses et moins subversives que ce que l'on avait supposé, et certaines études, telle celle de Norman McCord sur la Ligue pour l'abolition des lois sur les grains, se sont employées à discréditer l'image triomphaliste d'un mouvement de masse irrépensible qui prévalait jusqu'alors². De la même façon, Joseph Hamburger a démontré qu'à l'époque du *Reform Act* de 1832, l'opinion publique était beaucoup moins bien organisée, et surtout beaucoup moins révolutionnaire que ce que ses dirigeants prétendaient à l'époque³. Norman Gash, Harold John Hanham et d'autres ont conduit des études novatrices sur le système électoral et ont souligné la diversité et la complexité des pressions locales qui façonnaient les résultats des élections⁴. Certains travaux ont insisté sur l'importance de l'affiliation religieuse et du respect des normes sociales dans les comportements électoraux au cours du XIX^e siècle. Nombre de travaux ont été réalisés sur l'histoire des politiques urbaines, des monographies ont été consacrées à quelques villes singulières⁵. D'ailleurs, l'étude de la politique urbaine se poursuit encore aujourd'hui et nous a permis de bien mieux comprendre l'importance du « localisme » et du gouvernement local dans la Grande-Bretagne victorienne, ainsi que l'influence sociale et politique des élites marchandes dont les membres prenaient bien souvent exemple sur les grands négociants des cités-États de l'Antiquité ou de la Renaissance qui s'investissaient activement dans la vie publique.

Bref, ces travaux ont mis à mal l'idée qu'il existait des divisions potentiellement révolutionnaires au sein de la culture politique britannique du XIX^e siècle, et ont, au contraire, souligné le fait qu'il existait un terrain d'entente entre les parties politiquement actives de la population.

sur les grains et céréales mis en place, par une série de lois protectionnistes sur les grains (les *Corn Laws*) – lois censées décourager l'importation et permettre ainsi un monopole du marché aux producteurs anglais (NdT).

2. Asa Briggs, *Chartist Studies*, Londres, Macmillan, 1960; Norman McCord, *The Anti-Corn Law League*, Londres, Allen & Unwin, 1958; Brian Harrison, *Drink and the Victorians: the Temperance Question in England, 1815-1872*, Londres, Faber, 1971; Patricia Hollis, *Pressure from Without in Early Victorian England*, Londres, Edward Arnold, 1974; David Alan Hamer, *The Politics of Electoral Pressure: a Study in the History of Victorian Reform Agitations*, Hassocks, Harvester Press, 1977.

3. Joseph Hamburger, *James Mill and the Art of Revolution*, New Haven, Yale University Press, 1963.

4. Norman Gash, *Politics in the Age of Peel: a Study in the Technique of Parliamentary Representation, 1830-50*, Londres, Longmans, 1953; Harold John Hanham, *Elections and Party Management: Politics in the Time of Disraeli and Gladstone*, Londres, Longmans, 1959.

5. Harold James Dyos et Michael Wolff (ed.), *The Victorian City: Images and Realities*, Londres, Routledge, 1973, 2 volumes; Derek Fraser, *Urban Politics in Victorian England: the Structure of Politics in Victorian Cities*, Leicester, Leicester University Press, 1976; Derek Fraser (ed.), *A History of Modern Leeds*, Manchester, Manchester University Press, 1980; Theodore Koditschek, *Class Formation and Urban-Industrial Society: Bradford, 1750-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

Cette professionnalisation accrue du travail historique et ce scepticisme à l'égard des thèses traditionnelles étaient également évidents dans les ouvrages publiés au cours des années 1960 sur le fonctionnement des hautes sphères de la politique. Norman Gash et Robert Blake ont revu à la hausse les exigences concernant l'écriture de biographies politiques avec leurs études sur Robert Peel et Benjamin Disraeli. Blake, en particulier, a présenté un portrait réaliste et pragmatique de son sujet, bien plus convaincant que les études romancées effectuées auparavant par André Maurois et Hesketh Pearson ⁶. Paul Smith a prouvé que la politique sociale de Disraeli était bien moins ambitieuse et bien moins cohérente que ce que prétendaient ceux qui voyaient en lui le père de la « démocratie tory ». D'autres ont ensuite montré qu'il en allait de même pour sa politique impériale ⁷. Oliver MacDonagh et d'autres ont proposé d'étudier l'implication croissante de l'Etat du XIX^e siècle dans le champ social en accordant beaucoup plus d'importance à la bureaucratie qu'à la philosophie politique. Cela a mis à mal l'idée selon laquelle les politiques sociales ouvraient de larges perspectives permettant de prendre des poses politiques grandioses ⁸. Richard Shannon a remis en question l'honnêteté de la conduite de Gladstone face à l'insurrection d'avril 1876 en Bulgarie ⁹. Cette critique d'une conception idéaliste de la recherche en histoire politique a atteint son paroxysme avec l'émergence de l'école de la « haute politique » (*high politics*) dite de « Peterhouse » ¹⁰ qui, dans la décennie suivant 1967, a publié une série d'ouvrages controversés mais solidement documentés. L'argument principal de ces travaux était que le milieu politique de Westminster fonctionnait selon des logiques d'intrigues internes plutôt qu'en réponse aux pressions populaires ou intellectuelles extérieures ¹¹.

Ces approches ont été poursuivies et approfondies dans les années 1970 et 1980. Bien qu'il soit apparu plus tard, le volume intitulé *The Mid-Victorian Generation*, contribution majeure de Theodore Hoppen à la *Oxford History of England*, constitue par bien des aspects la référence de cette génération dans son approche des victoriens ¹². De nombreux ouvrages spécialisés d'excellente

6. Norman Gash, *Mr. Secretary Peel: the Life of Sir Robert Peel to 1830*, Londres, Longmans, 1961 et *Sir Robert Peel: the Life of Sir Robert Peel after 1830*, Londres, Longmans, 1972; Robert Norman William Blake, *Disraeli*, Londres, Eyre & Spottiswoode, 1966; André Maurois, *La Vie de Disraeli*, Paris, Gallimard, 1927; Hesketh Pearson, *Dizzy: the Life and Nature of Benjamin Disraeli, Earl of Beaconsfield*, Londres, Methuen, 1951.

7. Paul Smith, *Disraelian Conservatism and Social Reform*, Londres, Routledge, 1967; Colin C. Eldridge, *Disraeli and the Rise of a New Imperialism*, Cardiff, University of Wales Press, 1996.

8. Oliver MacDonagh, "The 19th century revolution in government: a reappraisal", *Historical Journal*, 1, 1958, p. 52-67 et *Early Victorian Government, 1830-1870*, Londres, Weidenfeld & Nicholson, 1977.

9. Richard Shannon, *Gladstone and the Bulgarian Agitation 1876*, Londres, Nelson, 1963.

10. Peterhouse est le plus ancien collège de l'Université de Cambridge, fondé en 1284 (NdT).

11. Maurice Cowling, 1867, *Disraeli, Gladstone and Revolution: the Passing of a Second Reform Bill*, Cambridge, Cambridge University Press, 1967; Andrew Jones, *The Politics of Reform 1884*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972; Alistair B. Cooke et John R. Vincent, *The Governing Passion: Cabinet Government and Party Politics in Britain, 1885-86*, Brighton, Harvester Press, 1974.

12. K. Theodore Hoppen, *The Mid-Victorian Generation, 1846-1886*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

facture ont continué à être publiés, mais il faut bien admettre que l'étude de la politique victorienne est alors quelque peu passée de mode. En comparaison avec d'autres périodes, les historiens se sont peu intéressés au règne de Victoria, ce qui d'une certaine façon demeure toujours le cas. Néanmoins, l'effet d'accumulation produit par ces travaux a permis de démontrer que les élites traditionnelles avaient pu exercer un puissant contrôle sur la politique tout au long du XIX^e siècle. La continuité du pouvoir politique, économique et social exercé par les classes aisées pouvait s'expliquer en partie par la capacité de ces dernières à reprendre de la vigueur en tissant des relations étroites avec le capitalisme victorien¹³. L'influence persistante exercée par l'aristocratie whig a été mieux comprise que par le passé¹⁴. Les recherches sur Gladstone publiées dans les années 1970 et 1980 ont eu tendance à mettre en valeur son conservatisme et à reconnaître qu'il avait réussi à freiner, et non à faire avancer, la radicalisation de la gauche¹⁵. De nouvelles études sur le rôle de l'économie locale et des intérêts sociaux dans l'issue des scrutins ont insisté sur la lenteur de l'émergence des partis politiques d'envergure nationale, seulement à partir des années 1890. Tout ceci a permis de comprendre que, jusque dans les années 1880 et 1890, la vie politique était toujours régie par de grands propriétaires et qu'elle n'était pas fondamentalement différente de celle du XVIII^e siècle dans sa forme et ses préoccupations. D'ailleurs, dans une synthèse remarquable publiée en 1999, Richard Price soutient que la période allant de 1680 à 1880 devrait être considérée comme homogène. Grâce à leur gestion efficace et à la prise en compte des changements économiques et sociaux de grande envergure, souligne-t-il, les élites traditionnelles ont maintenu leur autorité alors que le gouvernement central avait peu de pouvoir comparé aux notables locaux¹⁶.

13. Francis Michael Longstreth Thompson, *England Landed Society in the Nineteenth-Century*, Londres, Routledge, 1963; David Cannadine, *The Decline and Fall of the British Aristocracy*, New Haven, Yale University Press, 1990; Peter J. Cain et Antony G. Hopkins, *British Imperialism: Innovation and Expansion, 1688-1914*, Londres, Longmans, 1993.

14. Peter Mandler, *Aristocratic Government in the Age of Reform: Whigs and Liberals, 1830-1852*, Oxford, Oxford University Press, 1990; Terence Andrew Jenkins, *Gladstone, Whiggery and the Liberal Party, 1874-1886*, Oxford, Oxford University Press, 1988; Jonathan Philip Parry, *The Rise and Fall of Liberal Government in Victorian Britain*, New Haven, Yale University Press, 1993.

15. Henry Colin Gray Matthew, *Gladstone*, Oxford, Oxford University Press, 2 vols., 1986-95; Richard Shannon, *Gladstone*, Londres, Hamish Hamilton and Allen Lane, 1982-1999, 2 volumes; Jonathan Philip Parry, *Democracy and Religion: Gladstone and the Liberal Party, 1867-1875*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

16. Richard Price, *British Society, 1680-1880: Dynamism, Containment and Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999. Voir la table ronde au sujet de ce livre dans les diverses contributions au *Journal of Victorian Culture*, volume 11, n° 1, 2006.

LA POLITIQUE ET SON LANGAGE

L'attention accrue prêtée ces quinze ou vingt dernières années aux valeurs et au langage politique de l'époque a, à bien des égards, permis de conforter ces approches, renforçant ainsi les conclusions sur le conservatisme social et la stabilité de la politique victorienne. De plus, notre compréhension de ce qui importait aux hommes politiques victoriens ainsi que notre opinion sur la raison du fonctionnement efficace de la Grande-Bretagne en tant qu'État, ont été remodelées. Désormais, on accorde beaucoup plus d'importance aux thèmes constitutionnels, fiscaux et religieux dans la politique, et moins aux questions sociales. En outre, ces thèmes se sont révélés pertinents à la fois pour la politique des élites et la politique populaire (*popular politics*), ce qui explique en partie la relative absence de tension entre les deux.

L'analyse du langage politique a d'abord été appliquée à la *popular politics*. En 1983, Gareth Stedman Jones a fait grand bruit en avançant l'idée que le chartisme se comprenait mieux comme un mouvement politique relevant de la tradition constitutionnelle radicale plutôt que comme un mouvement de classe : les chartistes vénéraient la constitution britannique et n'avaient nullement l'intention de la renverser¹⁷. Ce constat remettait en cause l'idée selon laquelle le langage politique ne devait être considéré que comme le reflet des oppositions de classes, tout en démontrant l'importance pour les radicaux des questions de droits politiques et de libertés historiques – soit l'« *Englishness* » (le caractère anglais) même de la constitution. Ces approches ont été poursuivies dans de nombreux travaux, elles ont suscité quantité de débats sur la relation exacte entre le langage et la réalité sociale. James Vernon réinterpréta avec beaucoup d'inventivité les débats populaires à propos de la constitution dans un ouvrage qui, pour certains critiques, énonçait des jugements arbitraires sur des débats très spécifiques¹⁸. Eugenio Biagini s'est attaché à découvrir une continuité entre le libéralisme populaire du XIX^e siècle et la culture du mouvement travailliste du XX^e siècle en mettant l'accent sur l'importance pour l'un comme pour l'autre d'adhérer à des idéaux de citoyenneté et de communauté¹⁹. D'une manière générale, ces travaux ont expliqué pourquoi les radicaux ont tant défendu les changements constitutionnels, mais également pourquoi le radicalisme populaire était à ce point

17. Gareth Stedman Jones, "Rethinking Chartism" dans *Languages of Class: Studies in English Working-Class History, 1832-1982*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, p. 90-178. Une version abrégée de ce texte est parue en français : « Repenser le chartisme », traduction par Philippe Minard et Daniel Argelès, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 54-11, 2007-1, p. 7-68.

18. James Vernon, *Politics and the People: a Study in English Political Culture, c. 1815-1867*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

19. Eugenio Biagini (ed.), *Citizenship and Community: Liberals, Radicals and Collective Identities in the British Isles, 1865-1931*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

disposé à se soumettre à l'autorité de l'élite, en comparaison avec l'Europe continentale.

Jon Lawrence a appliqué cette approche à l'histoire électorale du demi-siècle postérieur à 1867, il s'est intéressé à la façon dont les hommes politiques locaux invoquaient certaines questions ou jouaient sur des traditions et des identités spécifiques durant les périodes électorales. Il a cherché à adopter une position intermédiaire entre l'ancienne génération des historiens des élections qui avait tendance à appliquer un simple modèle sociologique des comportements électoraux, et les historiens post-modernes plus axés sur la linguistique. D'après lui, le résultat des élections s'expliquait d'abord par les interactions locales et les débats politiques sans cesse renouvelés : les hommes politiques devaient constamment s'adapter aux intérêts réels et ressentis des électeurs ; le langage a toujours été leur arme principale pour susciter ainsi une vaste adhésion populaire. Par conséquent, pour Jon Lawrence, la politique locale est liée aux traditions politiques mais aussi à des questions plus banales et matérielles comme les impôts et le droit du travailleur à sa bière. Il insiste également sur « la politique locale » (*politics of place*), c'est-à-dire sur la diversité des comportements électoraux dans différentes villes ²⁰. À la même époque, Franck O'Gorman a rédigé une étude de grande ampleur sur les campagnes électorales durant la période précédant 1832, témoignant pareillement de la vitalité de la politique locale et mettant tout particulièrement l'accent sur les rituels et autres manifestations de participation à l'activité politique en pleine période électorale ²¹.

Les historiens de la politique gouvernementale et parlementaire se sont aussi penchés sur l'importance du langage politique, ils ont ainsi éclairé l'emprise de certaines questions constitutionnelles, économiques et religieuses dans le débat.

SUPÉRIORITÉ CONSTITUTIONNELLE, IMPARTIALITÉ DE L'ÉTAT ET QUESTIONS RELIGIEUSES

Désormais, nous comprenons mieux l'admiration que les Victoriens vouaient au gouvernement parlementaire, qu'ils considéraient comme la clé de la stabilité et de la supériorité constitutionnelle britannique. Le peuple faisait confiance au Parlement pour représenter la volonté et les intérêts de la nation et pensait que des réformes occasionnelles pouvaient suffire à en assurer la continuité. Grâce à cette représentativité, le Parlement semblait

20. Jon Lawrence, *Speaking for the People: Party, Language, and Popular Politics in England, 1867-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998 ; Jon Lawrence et Miles Taylor (ed.), *Party, State and Society: Electoral Behaviour in Britain since 1820*, Aldershot, Scolar Press, 1997.

21. Frank O'Gorman, *Voters, Patrons and Parties: the Unreformed Electoral System of Hanoverian England, 1734-1832*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

généralement capable de canaliser et de modérer efficacement les pressions extraparlémentaires. Plus le siècle avançait, plus les hommes politiques s'attachaient également à se construire une réputation en dehors du Parlement, aidés en cela par le rapide développement de la presse à partir des années 1850. Pourtant, le culte de la rhétorique et de l'art oratoire (Joseph Meisel en a récemment fait une bonne analyse) et les comptes-rendus largement diffusés des débats à la Chambre des communes, renforçaient l'importance du Parlement dans l'esprit de la nation ²². La coopération entre le Parlement et la Couronne était considérée comme un accomplissement spécifique à la Grande-Bretagne, conférant une légitimité au gouvernement exécutif tout en protégeant les libertés du peuple. Aux débuts de l'ère victorienne, les partis politiques et la responsabilité du Cabinet étaient généralement admis comme les deux mécanismes clés qui assuraient cette coopération efficace car ils disciplinaient suffisamment les députés et les ministres pour leur faire accepter tel ou tel objectif commun.

Même si les hommes politiques de tout bord déclaraient admirer la constitution historique de l'Angleterre qui avait rendu possible cet équilibre entre autorité et liberté, il était inévitable que leurs opinions divergent sur les nombreuses impuretés qui l'avaient progressivement affectée et, par conséquent, sur l'ampleur des réformes à introduire. L'un des thèmes majeurs du langage radical était la nécessité d'élargir la participation politique à tous ceux capables d'endosser les responsabilités liées au vote. Mais ce n'est que quand l'élite politique semblait se comporter de façon égoïste que cette pression en faveur d'un élargissement de la participation était à même d'unir des groupes sociaux disparates. Le débat sur l'ampleur et la restriction des droits acquis prenait le pas sur les questions abstraites de droits politiques. La campagne radicale la plus préjudiciable à l'élite politique fut celle qui prétendait que l'État était toujours régi par l'« ancienne corruption » ²³. À l'inverse, les hommes politiques essayaient de se présenter comme les défenseurs de l'intérêt général plutôt que ceux d'un seul groupe. S'ils pouvaient prouver que leur propre classe sociale, ou les groupes sociaux les plus favorisés, ou bien certains réseaux de familles politiques, ou encore une quelconque coterie religieuse n'étaient pas favorisés outre mesure par l'État, leurs chances de rester au pouvoir étaient bien plus élevées. Tels étaient les termes dans lesquels se déroulèrent de très nombreux débats politiques. Ceci permet d'expliquer pourquoi la question de la réforme parlementaire varia au cours du siècle, et notamment pourquoi son importance sembla diminuer avec le déclin de

22. Joseph Meisel, *Public Speech and the Culture of Public Life in the Age of Gladstone*, New York, Columbia University Press, 2001 ; Henry Colin Gray Matthew, "Rhetoric and politics in Great Britain, 1860-1950" dans Philip J. Waller (ed.), *Politics and Social Change in Modern Britain: Essays Presented to A.F. Thompson*, Brighton, Harvester Press, 1987, p. 34-58.

23. William D. Rubinstein, "The end of 'Old Corruption' in Britain, 1780-1860", *Past & Present*, n° 101, 1983, p. 55-86 ; Philip Harling, *The Waning of 'Old Corruption': the Politics of Economical Reform in Britain, 1779-1846*, Oxford, Clarendon Press, 1996.

l'« ancienne corruption » à partir des années 1850 ²⁴. Les débats sur la réforme furent également influencés par l'évolution des perceptions des classes sociales, changements qui firent réagir les hommes politiques mais qu'ils réussirent également à tourner à leur avantage. La conception de la *middle class* en tant que groupe respectable et avisé prit corps dans les années 1820 ²⁵. L'idée de la respectabilité de l'*artisan* (l'artisan, l'ouvrier qualifié) fut une composante essentielle du processus complexe grâce auquel le droit de vote fut accordé aux ouvriers qualifiés dans les *boroughs* en 1867 ²⁶.

Les questions constitutionnelles et économiques étaient étroitement liées car l'impartialité de l'État à l'égard des intérêts de classe était généralement jugée à l'aune de la fiscalité. Les impôts, les taxes et le népotisme étaient des questions extrêmement controversées. La réduction des taxes et la diminution considérable du nombre de postes donnés à des sympathisants du gouvernement, que les autorités des années 1820 et 1830 réussirent à mettre en place, mirent à mal l'accusation ancestrale de « corruption », aidées en cela par la réforme de la constitution, quelque peu théâtrale, en 1832. Puis, surtout, l'abrogation des lois sur les grains en 1846 démontra que l'État victorien avait renoncé à favoriser certaines classes par sa politique. Le succès de la Ligue pour l'abolition des lois sur les grains, qui n'avait cessé de suggérer que les taxes agricoles étaient imposées par les propriétaires terriens pour leur propre bénéfice, affaiblit paradoxalement la rhétorique radicale. Elle était désormais privée d'un argument de poids pour démontrer l'injustice sociale de la politique de l'État, en particulier dans le climat économique prospère des années 1850 ²⁷. Ce changement contribua largement à la stabilité politique. En intervenant peu dans le champ économique, l'État du milieu de l'ère victorienne entendait prouver sa vertu politique et se distinguer de ce que Gladstone nommait la politique « continentale » qui allouait des bénéfices particuliers à des groupes et des classes favorisés et s'aliénait les autres ²⁸. On peut attribuer le succès politique de Gladstone, à la fois comme chancelier de l'Échiquier puis comme Premier ministre, au fait qu'il cautionnait une politique économique qui semblait juste pour un grand nombre de groupes sociaux. De la même façon, Miles Taylor a démontré que le radicalisme parlementaire traditionnel, qui devrait être essentiellement considéré comme un mouvement servant à contrôler les pratiques corrompues de l'élite et à l'obliger à rendre des comptes au Parlement, fut incapable de se renouveler

24. Jonathan Philip Parry, *The Politics of Patriotism: English Liberalism, National Identity and Europe, 1830-1886*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, ch. 1.

25. Dror Wahrman, *Imagining the Middle Class: the Political Representation of Class in Britain, c.1780-1840*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

26. Les circonscriptions électorales se partageaient entre les *boroughs* (bourgs) et les *counties* (comtés) (NdE).

27. Philip Harling, *The Waning of 'Old Corruption'...*, ouv. cité; Anthony Howe, *Free Trade and Liberal England, 1846-1946*, Oxford, Oxford University Press, 1997; Martin Daunt, *Trusting Leviathan: the Politics of Taxation in Britain, 1799-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

28. Jonathan Philip Parry, *The Politics of Patriotism...*, ouv. cité, p. 251.

de manière efficace dans les années 1850 et 1860 ²⁹. Il fallut attendre longtemps pour qu'un radicalisme différent, plus à l'aise avec la manipulation du pouvoir en place, puisse s'imposer en tant que force politique majeure en Grande-Bretagne. Le deuxième *Reform Act* de 1867 y contribua, mais il n'y eut guère de radicaux, avant Joseph Chamberlain dans les années 1880, qui aient osé se positionner en faveur d'une politique plus interventionniste. Ce n'est qu'au XX^e siècle que les appels pour que l'État prenne en charge la redistribution des richesses furent pris en compte.

L'énergie déployée pour éviter le favoritisme sous-tendait une approche de la politique économique très largement non-interventionniste, ce qui correspondait parfaitement aux perspectives économiques des propriétaires terriens et de la *middle class*. Toutefois, cela ne signifiait pas que l'intervention de l'État fût bannie par principe; aujourd'hui, on insiste moins qu'auparavant sur la politique de laisser-faire pour expliquer les pratiques du gouvernement victorien, en particulier en matière de politique sociale ou éducative. Après 1846 et 1867, il devint plus facile pour les radicaux d'admettre peu à peu que, sur les questions primordiales, le favoritisme pratiqué par l'État était beaucoup moins marqué qu'auparavant, et par conséquent ils acceptèrent plus facilement les interventions limitées de ce même État. Comme Oliver MacDonagh et d'autres historiens l'ont indiqué, l'État victorien n'était pas entièrement inactif. À partir des années 1830, nombreuses furent les réformes sociales utilitaristes qui introduisirent une centralisation de la bureaucratie générale. Les penseurs politiques libéraux de la seconde moitié du siècle endossèrent l'idée que l'État pouvait jouer un rôle positif bien avant le « nouveau libéralisme » (*"New Liberalism"*) interventionniste de l'époque édouardienne. Celui-ci est d'ailleurs considéré aujourd'hui comme moins radical que ce que l'on supposait dans les années 1960, lorsque le libéralisme victorien était réduit à une simple politique de laisser-faire ³⁰. On a assisté durant cette période à une multitude de débats solidement documentés sur les questions sociales. Les recherches de Lawrence Goldman sur la *National Association for the Promotion of Social Science* (Association nationale pour la promotion des sciences sociales) ont révélé que cette association, tout en étant extraparlamentaire, avait véritablement une portée nationale et offrait des forums de discussion judicieux permettant de promouvoir des lois d'une importance majeure. Cependant, des activités telles que celles-ci se révélaient plus efficaces lorsqu'elles étaient conduites loin de la politique affichée ostensiblement par les partis. Ainsi, par exemple, plusieurs réformes des politiques de santé publique furent-elles accomplies sans tambour ni trompette ³¹. Il res-

29. Miles Taylor, *The Decline of British Radicalism, 1847-1860*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

30. Peter F. Clarke, *Lancashire and the New Liberalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971.

31. Lawrence Goldman, *Science, Reform and Politics in Victorian Britain: the Social Science Association, 1857-1886*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002; Royston Lambert, *Sir John Simon, 1816-1904, and English Social Administration*, Londres, Macgibbon, 1963; Philip Harling, *The Modern British State: a Historical Introduction*, Cambridge, Polity Press, 2001.

tait possible de déchaîner les foudres politiques en alléguant que telle mesure interventionniste était une ingérence « intolérable », « infantilisante » ou « trop sentimentale » venant empiéter sur les mâles libertés des citoyens anglais, mais cela n'arrivait que lorsque la bonne santé du caractère national dans son ensemble était mise en doute ³². Dans l'ensemble, les réformes sociales constituaient une question qui ne concernait pas les luttes entre partis politiques ; de ce point de vue, il est utile de distinguer les « réformes sociales » des « réformes politiques », sur lesquelles un gouvernement pouvait s'appuyer, ou qui pouvaient au contraire entraîner sa chute ³³.

Boyd Hilton a montré l'influence primordiale de la religion sur ces hommes politiques très attachés d'un point de vue idéologique à la politique de laisser-faire. Ces « tories libéraux », avec Peel à leur tête, exercèrent une très forte influence sur le parti conservateur entre 1820 et 1846 et le divisèrent. Selon Boyd Hilton, ils considéraient le gouvernement comme une machine providentielle et ils estimaient essentiel, en ces temps de grandes turbulences économiques, de ne pas ériger d'obstacles humains devant l'action autorégulatrice de cette machine, de peur que cela ne déséquilibre les relations sociales ³⁴. Les travaux de Boyd Hilton sont les plus importants d'une série d'études qui ont souligné l'influence de la religion sur la politique du XIX^e siècle. La première moitié du siècle (que Boyd Hilton nomme « l'ère de l'expiation ») fut ponctuée par une succession de paniques morales coïncidant avec les dépressions économiques, durant lesquelles des groupes d'activistes cherchaient à moraliser l'ordre politique par des campagnes de purification. Cette mentalité donnait l'avantage aux détracteurs de l'« ancienne corruption » mais expliquait également la ferveur dont bénéficiait les mouvements pour l'abolition du commerce des esclaves (1807), de l'esclavage en général (1833) et pour l'extension des droits politiques et civiques aux protestants non-anglicans. Dans les années 1840, les plus extrémistes de ces non-conformistes s'enflammèrent en faveur de la séparation de l'Église d'Angleterre et de l'État. Ils y voyaient une réponse à l'assaut mené par les radicaux contre un État d'« ancien régime » où sévissaient les faveurs et le népotisme, et une occasion de faire profiter le pays tout entier des bienfaits spirituels d'une religion qui serait libérée de la mainmise de l'État ³⁵. Dans les années 1830, ainsi que dans les années 1840 à un certain point, puis de nouveau dans les années 1870, les tensions locales entre les ecclésiastiques anglicans et les pasteurs

32. Voir Jonathan Philip Parry, *The Politics of Patriotism...*, ouv. cité, chapitre 2 et Peter Mandler, *Aristocratic government...*, ouv. cité.

33. Peter R. Ghosh, "Style and substance in Disraelian social reform c.1860-80" dans Philip J. Waller (ed.), *Politics and Social Change...*, ouv. cité, p. 59-90.

34. Boyd Hilton, "Peel: a reappraisal", *Historical Journal*, n° 22, 1979, p. 585-614; Boyd Hilton, *The Age of Atonement: the Influence of Evangelicalism on Social and Economic Thought 1785-1865*, Oxford, Oxford University Press, 1988.

35. George Ian Tom Machin, *Politics and the Churches in Great Britain, 1832 to 1868*, Oxford, Oxford University Press, 1977; Timothy Larsen, *Friends of Religious Equality: Nonconformist Politics in Mid-Victorian England*, Woodbridge, Boydell Press, 1999.

dissidents étaient au coeur des conflits politiques locaux et jouèrent un rôle très important dans la création d'une opposition fondamentale entre le parti conservateur et le parti libéral au niveau des circonscriptions électorales.

Cependant, les problèmes religieux représentaient une source de discorde pour les dirigeants des deux partis qui étaient, dans l'ensemble, soucieux de freiner les excès partisans de leur frange la plus extrémiste et d'aplanir les questions les plus épineuses. Par conséquent, la tendance était au compromis à la fois pour le maintien d'une Église établie (excepté en Irlande) et pour le rôle de l'instruction religieuse au sein du système éducatif. Ce compromis put être atteint grâce au déclin du radicalisme contestataire à partir des années 1850 et, après une brève embellie de celui-ci, de façon plus définitive dans les années 1870. C'est ainsi qu'un nouvel accord religieux put être conclu en Angleterre après 1867 : l'instauration d'une Église sous l'influence de l'État mais sans la plupart des privilèges politiques anglicans et une éducation religieuse non confessionnelle dans les écoles publiques. On peut voir là une victoire des Whigs et de leur conception d'un équilibre idéal entre religion et politique, exemple supplémentaire du succès des classes possédantes à maintenir leur prédominance durant la majeure partie du siècle ³⁶.

FEMMES, GENRE ET POLITIQUE

On notera une dernière conséquence qui découle de l'engouement pour l'étude du langage et de la culture politique de l'ère victorienne : la prise de conscience de l'importance qu'avaient à cette époque les présupposés sur le genre. Cet aspect a d'abord été mis en lumière dans les études sur la place des femmes en politique. Des travaux très intéressants ont démontré à quel point les femmes pouvaient s'investir – officiellement et officieusement – dans la politique locale. Patricia Hollis a retrouvé des preuves de leur influence sur la politique locale, après qu'elles eurent obtenu le droit de vote en 1869. Kim Reynolds a, quant à elle, souligné l'importance des femmes appartenant à l'aristocratie dans les affaires locales et nationales, essentiellement grâce au soutien qu'elles apportaient à leur mari en donnant des réceptions et en exerçant d'autres fonctions sociales ³⁷. Plus récemment, les historiens ont compris à quel point les représentations de la virilité sont précieuses pour expliquer la nature de la législation victorienne sur plusieurs questions, depuis l'obtention du droit de vote jusqu'aux droits de la femme en passant

36. Richard Brent, *Liberal Anglican Politics: Whiggery, Religion and Reform, 1830-1841*, Oxford, Oxford University Press, 1987 ; Jonathan Philip Parry, "Nonconformity, clericalism and 'Englishness': the United Kingdom" dans Christopher Clark et Wolfram Kaiser (ed.), *Culture Wars: Secular-Catholic Conflict in Nineteenth Century Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 152-81.

37. Patricia Hollis, *Ladies Elect: Women in English Local Government, 1865-1914*, Oxford, Clarendon Press, 1987 ; Kim D. Reynolds, *Aristocratic Women and Political Society in Victorian Britain*, Oxford, Clarendon Press, 1998.

par l'éducation des enfants. En outre, le fait de renvoyer une image purement et simplement virile était déterminant dans la construction de certaines des réputations politiques les plus charismatiques du XIX^e siècle, à la fois pour les aristocrates comme Palmerston et pour les radicaux de la *middle class* tel que John Bright³⁸.

* * *

On conclura en présentant les grands points dégagés par les travaux récents sur l'histoire politique victorienne (on pourra évidemment critiquer cette présentation consensuelle).

Premièrement, au moins jusqu'aux années 1880, la vie politique nationale fut dominée par les classes possédantes. Ce n'est que longtemps après l'extension du droit de vote en 1884 que la composition sociale du parlement connut des changements significatifs, que les organisations politiques d'envergure nationale commencèrent à menacer le contrôle local du processus électoral et que les questions de redistribution et d'intervention massive de l'État dans la politique sociale acquirent de l'importance dans les programmes politiques. Jusqu'alors, la majorité de la nation politique, non seulement la *middle class* mais aussi de nombreux éléments politiquement actifs de la classe ouvrière, avaient volontiers accepté les priorités constitutionnelles, fiscales et religieuses du débat politique au XIX^e siècle, car ils pouvaient se sentir en phase avec les questions soulevées par de tels débats. Les années 1880 et 1890 constituent par bien des aspects un grand tournant entre deux mondes politiques. C'est pour cette raison, ainsi que pour les continuités qui existent entre le XVIII^e et le XIX^e siècle, que les historiens hésitent à parler d'un ordre politique spécifiquement « victorien ».

Deuxièmement, en dépit des différends importants sur les questions constitutionnelles, fiscales et religieuses qui se manifestèrent à bien des reprises, tous les acteurs politiques acceptaient la façon dont le Parlement abordait ces trois questions. De surcroît, l'action du Parlement semblait légitime car elle s'inscrivait dans une tradition politique anglaise fructueuse qui mettait l'accent sur la nécessité de préserver les libertés, de limiter l'oppression et d'encourager les initiatives, le libre-échange et la libre pensée. Tout au long du XIX^e siècle, ces valeurs furent très largement considérées comme la composante fondamentale de ce que la majeure partie de la nation tenait pour la grandeur sans égal de l'Angleterre en tant que puissance économique et pour sa stabilité en tant que régime politique. L'identité et la singularité de la

38. Ben Griffin, "Class, gender, and Liberalism in parliament, 1868-1882: the case of the Married Women's Property Acts" dans *Historical Journal*, n° 46, 2003, p. 59-87; John Tosh, "Gentlemanly politeness and manly simplicity in Victorian England", *Transactions of the Royal Historical Society*, n° 6: 12, 2002, p. 455-72; Patrick Joyce, "John Bright and the English people: a study in 'middle-class' identity" dans *Democratic Subjects: the Self and the Social in Nineteenth-Century England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 85-146.

nation étaient donc des thèmes cruciaux au sein du débat politique britannique, des comparaisons incessantes étaient d'ailleurs effectuées avec ce qui était perçu comme les défauts de la France et plus généralement de l'Europe continentale. De nombreux hommes politiques jouèrent de leur patriotisme de diverse façon. La suffisance inspirée par les valeurs politiques et économiques de la Grande-Bretagne renforçait le sentiment d'une supériorité insulaire lors des débats sur diverses questions – comme par exemple l'éducation ou la réforme agraire, questions pour lesquelles les approches continentales auraient mérité de recevoir une considération plus grande.

Troisièmement, cette suffisance contribua largement aux difficultés rencontrées pour gouverner l'Irlande où les valeurs politiques, économiques et religieuses propres à l'Angleterre recueillaient un soutien bien moindre. La question de savoir jusqu'à quel point il fallait reconnaître les différences culturelles de l'Irlande, et jusqu'à quel point on pouvait imposer des idées « anglaises », alimenta les débats pendant très longtemps et aucun parlement victorien ne put y répondre ³⁹. Il est indéniable que les débats politiques sur le problème irlandais comportaient une dimension raciale, tout comme il existait très certainement une forme de racisme envers les Irlandais dans l'attitude générale des Britanniques de l'époque victorienne. Toutefois, les historiens ont eu tendance dernièrement à affirmer que le discours principal de l'élite politique durant la majeure partie du siècle était libéral et concevait la question irlandaise selon les critères habituels de l'idéologie libérale – l'intégration politique et le gouvernement constitutionnel, par exemple – plutôt qu'en termes de différences ethniques innées et insolubles ⁴⁰.

Quatrièmement, les questions politiques débattues alors n'étaient pas totalement éthérées ; elles concernaient largement les inquiétudes matérielles des gens ordinaires. Il est essentiel d'insister sur ce point étant donné que l'attention accordée au langage dans les travaux récents a sans doute une dimension plus abstraite que les préoccupations des historiens précédents, qui eux se concentraient principalement sur des questions strictement sociales. De fait, certains auteurs ont récemment critiqué ces nouvelles tendances historiographiques, estimant qu'elles se concentraient beaucoup trop sur les représentations et la rhétorique aux dépens des données matérielles et des

39. Ceci est bien entendu un sujet très vaste sur lequel je me suis attardé plus longuement dans *Politics of Patriotism*, ouv. cité.

40. J'ai examiné cette question plus en profondeur dans *Politics of Patriotism*, ouv. cité. Il existe maintenant un débat enflammé cherchant à déterminer à quel point les attitudes anglaises à l'égard des Irlandais étaient racistes. Voir Lewis Perry Curtis, *Apes and Angels: the Irishman in Victorian Caricature*, Newton Abbot, David & Charles, 1971 ; Sheridan Gilley, "English attitudes to the Irish in England, 1780-1900" dans Colin Holmes (ed.), *Immigrants and Minorities in England*, Londres, Allen & Unwin, 1978, p. 81-110 ; Roy F. Foster, *Paddy and Mr Punch: Connections in Irish and English History*, Londres, Lane, 1993, p. 171-94 ; Stephen Howe, *Ireland and Empire: Colonial Legacies in Irish History and Culture*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 50 ; Michael Willem De Nie, *The Eternal Paddy: Irish Identity in the British Press*, Madison, University of Wisconsin Press, 2004 ; Gary Kenneth Peatling, "The whiteness of Ireland under and after the Union", *Journal of British Studies*, n° 44, 2005, p. 115-34 ; Lewis Perry Curtis, "Comment: the return of revisionism", *idem*, p. 134-45.

changements structurels ⁴¹. Souvenons-nous que la culture victorienne, en particulier celle des classes moyennes et « possédantes », comportait une puissante dimension matérialiste mettant l'accent sur le confort et l'acquisition de richesses et de biens en provenance du monde entier. Il vaut donc la peine de souligner le fait que les questions constitutionnelles et religieuses impliquaient bien souvent une dimension de classe, une offensive contre un « *establishment* » privilégié et décadent. Il en allait de même pour des questions telles que le droit du travailleur à sa bière qui semblait menacé par les membres des ligues de tempérance issus de la *middle class*. Par-dessus tout, des impôts peu élevés et le libre-échange savaient séduire les groupes d'intérêt ainsi que de nombreux porte-monnaie victoriens.

Qui plus est, l'importance accordée aux impôts peu élevés et au libre-échange eut un fort impact sur la politique étrangère de l'ère victorienne, que les historiens n'ont entrepris de réexaminer que récemment. L'auto-proclamation de la Grande-Bretagne comme plus grande puissance mondiale exigeait des hommes politiques qu'ils parlent un langage très patriotique et qu'ils s'intéressent à des événements d'envergure internationale, eût égard, en particulier, au grand nombre d'intérêts commerciaux britanniques qui pouvaient se trouver affectés. Cependant, il importait également de ne pas consacrer un budget trop élevé à la défense et de ne pas entraîner le pays dans des alliances inutiles qui pouvaient conduire à une guerre. Les débats victoriens concernant l'implication sur le continent et les coûts de la défense pouvaient parfois être virulents, comme le furent les attaques de Cobden contre Palmerston. Néanmoins, même lorsque cela se produisait, il existait un accord tacite sur l'essentiel, à savoir que l'Angleterre devait bénéficier d'une paix internationale qui permettrait à ses négociants d'entretenir des relations commerciales amicales avec le reste du monde et lui garantissait une diminution des dépenses intérieures et de la dette nationale. En outre, de nombreux conservateurs victoriens, de Lord Aberdeen au quinzième duc de Derby, adoptèrent des positions beaucoup plus modérées que celles de Palmerston sur la politique extérieure ⁴². Au déclin de l'« ancienne corruption » vint s'ajouter le déclin de « l'état militaro-fiscal » qui avait été mis en place au XVIII^e siècle afin de fournir les ressources militaires et économiques nécessaires pour que le pays maintienne son rang mondial ⁴³. Il paraissait clair dès le début de l'époque victorienne que la puissance britannique pouvait subsister à un coût bien moindre. La question était désormais de savoir jusqu'à

41. Susan Pedersen, "What is political history now?" dans David Cannadine (ed.), *What Is History Now?*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2002, p. 36-56.

42. Muriel Chamberlain, *Lord Aberdeen: a Political Biography*, Londres, Longmans, 1983; John Charmley, *Splendid Isolation?: Britain, the Balance of Power and the Origins of the First World War*, Londres, Sceptre, 2000.

43. John Brewer, *The Sinews of Power: War, Money and the English State, 1688-1783*, Londres, Unwin Hyman, 1989; Philip Harling & Peter Mandler, "From 'fiscal-military' state to laissez-faire state, 1760-1850", *Journal of British Studies*, n° 32, 1993, p. 44-70.

quel point on pouvait comprimer le budget de l'État et jusqu'à quel point la Grande-Bretagne pouvait soutenir sa puissance grâce au commerce et non grâce à une classe de diplomates issus de l'aristocratie : en bref, jusqu'à quel point la politique de laisser-faire pouvait être une approche viable sur le plan international. Cette question demeura un véritable casse-tête politique puisque la puissance extérieure et l'économie intérieure étaient toutes deux nécessaires à la survie du gouvernement. La capacité des ministères à combiner les deux était liée à la situation en Europe, c'est pourquoi ils dépendaient bien plus de la situation sur le continent qu'ils ne voulaient bien l'admettre⁴⁴.

Ceci nous rappelle que durant une grande partie du XIX^e siècle, la situation mondiale de la Grande-Bretagne était évaluée en fonction de ses relations avec l'Europe et du contrôle des océans mondiaux plutôt qu'en fonction de la possession d'un empire territorial. La politique impériale était rarement au centre de la politique victorienne, tout du moins jusqu'à la période de la « course à l'Afrique » (*Scramble for Africa*)⁴⁵ dans les années 1880 et 1890, lorsque cette dernière devint une question de rivalité internationale et de vulnérabilité. Ce changement structurel contribua, avec d'autres, après 1880, à ébranler le consensus victorien analysé dans le présent essai. En effet, Bernard Porter a récemment soutenu l'idée que la plupart des Victoriens ne connaissaient ni ne s'intéressaient à l'idée de l'Empire⁴⁶.

Cela soulève un dernier point d'une grande importance : l'histoire politique s'est détournée de l'Empire au moment même où l'histoire culturelle de l'époque victorienne se penchait de plus en plus sur les thèmes de la race et de l'Empire, qui participaient de sa fascination pour la façon dont l'homme blanc victorien se définissait en relation à « l'autre ». Il me semble indéniable que ces deux approches sont recevables. Il est cependant évident que les historiens de la culture victorienne, au sens large, sont bien plus nombreux que les historiens qui s'intéressent à la politique victorienne. Les historiens du politique ont de nos jours le sentiment que leur domaine d'élection est minoritaire. Sans doute se défendraient-ils pourtant en soutenant que les travaux récents sur la culture politique ont offert une structure chronologique au sein de laquelle on peut situer plus facilement l'attirance fluctuante qu'exerçaient certaines idées et certains discours sur les Victoriens. L'importance que les historiens ont attachée à la culture politique de l'époque victorienne a mis au jour un ensemble de présupposés sur la constitution, la nation et l'État qui se sont subtilement modifiés tout au long du siècle. Cela permet de mieux comprendre de nombreux débats demeurés obscurs ou que l'on

44. J'ai étudié la question dans *Politics of Patriotism*, ouv. cité.

45. *Scramble for Africa* : la course à l'Afrique, correspond à la période dite de « nouvel impérialisme », des années 1880 au début de la Première Guerre mondiale, lorsque certains pays européens (essentiellement le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne) se sont disputés des terres en Afrique afin d'étendre leurs empires (NdT).

46. Bernard Porter, *The Absent-Minded Imperialists: Empire, Society, and Culture in Britain*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

avait tenté de comprendre jusqu'alors en fonction de contextes plutôt propres au XX^e siècle. Les changements d'attitude provenaient essentiellement de modifications en matière de stratégie extérieure ou de politique économique et sociale intérieure tout au long de l'époque victorienne. Par exemple, j'ai suggéré ici même que la force de l'« ancienne corruption », de l'« expiation » et de l'impression que l'on devait se méfier de l'État en raison de ses « droits acquis » déclinerent tous après 1850 et qu'il s'ensuivit, dans les années 1880, une revalorisation du rôle de l'État, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Certains ne seront peut être pas d'accord avec cet argument précis, mais j'espère cependant qu'ils s'accorderont à dire que les historiens du politique ont la responsabilité d'établir l'étendue et l'importance du changement sur la longue durée. La politique fournit une structure et un cadre qui permettent de décider de l'importance relative de certaines attitudes et de certaines idées à tel ou tel moment. L'un des enjeux principaux de l'étude de ces attitudes et, plus généralement, du « tournant linguistique » consiste à déterminer à quel point les phénomènes discursifs observés sont représentatifs de la culture dans son ensemble, et ainsi, d'évaluer leur importance. Les historiens du culturel sont tout particulièrement confrontés à ce problème. Un moyen de justifier les développements récents de l'histoire politique consisterait alors à aider ces historiens-là à situer leurs analyses dans un contexte aussi précis et rigoureux que possible.

*Jonathan Parry est reader en histoire contemporaine
de la Grande-Bretagne à l'université de Cambridge
Traduit de l'anglais par Marie Thieury
(Master traduction d'édition, université d'Orléans)*